

Corinne Deloy

Analyse
1 mois avant
le scrutin

Le pouvoir du président Mikhaïl Saakachvili vacille à l'approche des élections législatives du 1er octobre en Géorgie

Le 1er octobre prochain, 3,6 millions de Géorgiens désigneront les 150 membres du Parlement. Celui-ci, qui siège actuellement dans la capitale, Tbilissi, sera transféré à Kutaisi, 2e ville du pays, au cours de la nouvelle législature.

Au pouvoir depuis 2004, le président de la République Mikhaïl Saakachvili (Mouvement national uni, ENM) a fait beaucoup évoluer la Géorgie mais est accusé par l'opposition de confisquer le pouvoir et d'avoir la mainmise sur tous les rouages du pays. Pour la première fois depuis 8 ans, le chef de l'Etat affrontera lors du scrutin législatif un véritable adversaire – à défaut d'une opposition solide et organisée – en la personne de l'homme d'affaires Bidzina Ivanichvili, fondateur du mouvement du Rêve géorgien-Géorgie démocratique.

Les élections législatives du 1er octobre seront suivies – au printemps 2013 – du scrutin présidentiel, auquel, selon la Constitution, le chef de l'Etat actuel Mikhaïl Saakachvili ne peut se représenter après deux mandats consécutifs. Ses opposants voient d'ailleurs dans l'extension des pouvoirs du Premier ministre figurant dans la réforme constitutionnelle votée en 2010 une manipulation de Mikhaïl Saakachvili, qui envisagerait de passer de la présidence au poste de chef du gouvernement pour continuer à diriger le pays après avoir quitté la tête de l'Etat.

2 coalitions électorales et 21 partis politiques sont en lice pour le scrutin du 1er octobre prochain.

Huit ans de pouvoir de Mikhaïl Saakachvili

Au pouvoir depuis janvier 2004, Mikhaïl Saakachvili s'enorgueillit de son bilan à la tête de la Géorgie. Le président peut en effet mettre en avant l'amélioration des infrastructures du pays (construction de routes et amélioration des villes), le rétablissement de la sécurité au quotidien, la suppression de la corruption, le rétablissement de l'approvisionnement en gaz et en électricité, la reprise du paiement des retraites et l'augmentation des salaires de la fonction publique. Le 15 mai 2012, le rapport de la politique de voisinage établi par la Commission européenne saluait les réformes entreprises par le pays au niveau du développement économique, de la lutte contre la corruption et le crime organisé et du règlement du conflit avec les régions séparatistes (l'Abkhazie, République autonome qui a proclamé son indépendance de façon unilatérale en août 1992, et l'Ossétie du Sud, qui possède ses

propres institutions et dont 90% de la population détient un passeport russe). La Commission européenne demandait cependant à Mikhaïl Saakachvili d'œuvrer davantage à la résolution des conflits et de renforcer sa politique envers les régions séparatistes, de consolider la liberté d'expression, d'améliorer les conditions de travail, d'avancer dans les réformes sectorielles et le rapprochement avec l'acquis communautaire sur le commerce et de poursuivre sa réforme judiciaire.

Alors que Mikhaïl Saakachvili présente ses 8 années de pouvoir comme un succès, l'opposition met en avant les échecs de la gestion du pays et, notamment, le fort taux de chômage (16%), la persistance de la pauvreté et le manque de réformes démocratiques.

Le président de la République détient en effet la grande majorité des pouvoirs en Géorgie. Les gouverneurs de régions sont désignés par lui (après 2013, ils seront nommés par le Premier ministre) ; les municipalités

manquent d'autonomie et ont de faibles pouvoirs. Les partis politiques n'ont pas de réelle base sociale et ne proposent pas de mesures concrètes pour améliorer le gouvernement et la vie des Géorgiens. Les partis d'opposition, désunis et centrés sur leur volonté de chasser Mikhail Saakachvili du pouvoir, accuse ce dernier de dérive autoritaire.

La guerre avec la Russie

La Géorgie a connu de nombreuses crises politiques au cours des 4 dernières années. Elle est entrée en guerre à l'été 2008. Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, les forces armées géorgiennes sont entrées en action pour rétablir l'ordre à Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud, une intervention retransmise en direct par la chaîne de télévision Rustavi 2. Mais les troupes de Tbilissi s'avèrent trop faibles face aux forces russes déployées dans la République qui disposent de moyens humains et matériels considérables. L'aviation russe a bombardé les installations radars de la Géorgie, des centaines de civils ont été abattus et 5 jours après le déclenchement du conflit, l'armée géorgienne a été contrainte de battre en retraite. Grâce à l'intermédiaire de l'Union européenne, présidée à l'époque par la France, un protocole d'accord en six points sur les frontières des deux territoires a été signé entre les parties géorgienne et russe le 12 août. Le 26 août, la Russie a reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud, toujours considérée comme un territoire occupé par Tbilissi. A ce jour, seuls 6 Etats ont reconnu ce territoire à travers le monde : la Russie, le Nicaragua, le Venezuela, Nauru, Vanuatu et Tuvalu.

L'intérêt de la Russie pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud s'expliquent ainsi : l'Abkhazie possède un accès à la mer Noire (port de Sokhoumi) et est traversée par un important axe routier qui démarre à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan. Quant à l'Ossétie du Sud, territoire enclavé, elle est traversée par l'oléoduc BTC Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc BTE (Bakou-Tbilissi-Erezurum) qui transportent vers l'Europe les hydrocarbures en provenance de la mer Caspienne. Enfin, Moscou craint surtout d'être encerclée par les ex-Républiques soviétiques devenues indépendantes et sorties de son orbite, ce qui serait le cas si la Géorgie rejoignait l'OTAN.

Cette année, la Russie a décidé de repousser au mois de septembre les manœuvres militaires qu'elle effectue habituellement en juillet dans le Caucase du Sud. Mikhail Saakachvili n'a pas hésité à présenter cette décision comme le « *prélude à une nouvelle invasion de la Géorgie* ».

Au début du mois d'août dernier, le président russe, Vladimir Poutine, a reconnu, lors d'une émission télévisée, que la guerre de Géorgie avait été planifiée par l'état-major russe. « *Il y avait un plan, ce n'est pas un secret. C'est dans le cadre de ce plan qu'a agi la Russie. Il a été préparé par l'état-major fin 2006-début 2007. Il a été approuvé par moi* » a-t-il affirmé. Le chef de l'Etat russe a admis que des militaires russes avaient formé et entraîné des milices locales pendant plus de 2 ans, ce qui constitue une violation des lois internationales. Le président géorgien Mikhail Saakachvili était donc légitimement autorisé à affirmer, comme il l'avait fait à l'époque, que l'incursion de l'armée russe sur son territoire constituait « *un acte d'agression prémédité contre une nation souveraine* » et que ses propres troupes étaient entrées en action au moment où les forces russes s'apprêtaient à entrer sur le territoire géorgien.

Après la guerre de 2008, les manifestations contre le pouvoir en place ont repris en Géorgie, l'opposition reprochant à Mikhail Saakachvili d'avoir conduit le pays à la défaite et à la ruine. L'année suivante, de nombreux rassemblements ont été organisés contre le président de la République et, au printemps 2009, Tbilissi a été un moment paralysée (rues et institutions bloquées). En mai 2011, 2 personnes ont été tuées et près de 200 autres arrêtées à l'occasion de manifestations organisées dans le centre de Tbilissi à l'appel de Nino Burjanadze, leader du Mouvement démocratique-Géorgie unie et ancienne présidente du Parlement (2001-2008), qui demandait le départ du chef de l'Etat.

Le programme de Mikhail Saakachvili

Le 4 juillet dernier, le Parlement géorgien a adopté une hausse des dépenses (9,7 milliards € sur 4 ans) dans le secteur social et l'éducation ainsi qu'une augmentation des retraites (79 €). Chaque famille recevra un bon de 480 € et un système d'assurance santé de base

sera mis en place pour tous les citoyens. 1,9 milliard € sera consacré au développement des zones rurales et à l'agriculture. « *Le temps est venu pour chaque famille de tirer profit des bénéfices de la modernisation et du développement de la Géorgie* » a déclaré Mikhail Saakachvili. Ce plan social servira de base au programme de la campagne électorale du Mouvement national uni (ENM). Lors d'un meeting électoral à Samtredia (ouest du pays), le chef de l'Etat a indiqué que les élections législatives du 1er octobre prochain seront cruciales : « *Ce scrutin est un référendum sur ce que nous avons réalisé durant les 8 dernières années. Ce qui est en jeu n'est pas mon sort mais le destin de toute la Géorgie, de nos enfants et de notre jeunesse* ».

Le 30 juin dernier, Ivane (dit Vano) Merabichvili a été nommé au poste de Premier ministre. Ancien ministre de l'Intérieur, il peut afficher un bon bilan en matière de lutte contre la corruption au sein des forces de l'ordre mais il est aussi aux yeux d'une partie des Géorgiens l'homme qui a autorisé le recours à la force lors des manifestations de 2007 et 2011. Ivane Merabichvili a été remplacé à son poste par l'ancien ministre de la Défense, Batcho Akhalaïa.

L'inconnue Bidzina Ivanishvili du rêve à la réalité ?

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, Mikhail Saakachvili affrontera le 1er octobre prochain un adversaire politique en la personne de Bidzina Ivanichvili, fondateur du Rêve géorgien et leader d'une coalition rassemblant plusieurs partis d'opposition. Homme d'affaires multimillionnaire (sa fortune est estimée par le magazine *Forbes* à 4,8 milliards €), Bidzina Ivanichvili a décidé en octobre 2011 de se lancer en politique et de créer son parti dans le but de devenir Premier ministre. Dès cette annonce, il a aussitôt été dépossédé de sa nationalité géorgienne par l'agence nationale de l'état-civil. Il possédait à cette époque 3 passeports. Il a depuis renoncé à ses nationalités russe (il affirme ne plus avoir de contact avec la politique russe depuis plus de 9 ans, c'est-à-dire au moins depuis 2004, année de son retour en Géorgie) et française (le 29 décembre 2011). La Géorgie n'accepte pas la double nationalité. De même, selon la loi, seuls

les citoyens géorgiens sont autorisés à fonder un parti politique.

Bidzina Ivanichvili est originaire du village de Tchorvika dans le canton de Satchkher. Durant des années, il a œuvré comme mécène national, restaurant les théâtres, octroyant des bourses à des acteurs, des peintres et des chercheurs, participant à l'édification des églises et même de la cathédrale de la Sainte Trinité de Tbilissi ou encore de l'université de Tbilissi. Il a aidé à la construction de diverses infrastructures et de casernes de police ou encore équipé les forces de police. Actionnaire de l'entreprise russe Gazprom, sa fortune est placée en Russie, notamment dans la chaîne de pharmacie Doctor Stoletov, la banque Rossiiki Kredit, la compagnie agroindustrielle Stoilinskie Nivy et le complexe immobilier Sadovyé Kvartaly.

Bidzina Ivanichvili a lancé son mouvement Rêve géorgien-Géorgie démocratique le 21 février 2012. Celui-ci, présidé par l'avocate Manana Kobakhidze, s'est uni pour le scrutin législatif au sein d'une coalition avec plusieurs partis d'opposition à Mikhail Saakachvili : Notre Géorgie-Démocrates libres (dirigé par l'ancien représentant de la Géorgie aux Nations unies, Irakli Alassania), le Parti républicain de Davit Usupashvili, le Forum national dirigé par Kakha Shartava, le Parti conservateur de Zviad Dzidziguri et, enfin, l'Industrie sauvera la Géorgie.

Bidzina Ivanichvili explique son engagement en politique par sa volonté de mettre fin au monopole de Mikhail Saakachvili sur le pouvoir : « *Le monopole de Mikhail Saakachvili et les amendements constitutionnels qui révèlent son intention de se maintenir au pouvoir et durer au-delà du terme constitutionnel ont hâté ma décision de fonder un parti et de concourir aux élections législatives de 2012* ». Bidzina Ivanichvili qualifie la présidence de Mikhail Saakachvili de « *situation malsaine* » qui a créé une « *culture de l'irresponsabilité des fonctionnaires gouvernementaux et une opacité dans la conduite des affaires* ». Selon lui, le chef de l'Etat a commis des « *erreurs impardonnables* » et a l'intention de se maintenir au pouvoir au-delà du terme constitutionnel de son mandat. « *Mikhail Saakachvili est un lâche qui ne possède aucun argument hormis les mensonges et la violence. Le pays ne peut pas être dirigé par un homme qui manque de bon sens* » a-t-il affirmé.

Pour lui, le changement doit venir des urnes. L'homme ne possède pas de programme politique sinon celui du « *bonheur pour tous* ». Il affirme que s'il sort vainqueur du scrutin législatif, il réduira le chômage, mettra en place une couverture médicale universelle, multipliera le nombre d'écoles et proposera une éducation de qualité, augmentera les pensions de retraite, investira un milliard € dans l'agriculture et, enfin, garantira l'indépendance de la police, de la justice et des médias. En outre, il promet la réunification de la Géorgie, affirmant qu'il améliorera les relations entre Tbilissi et Moscou (tout en se déclarant favorable à l'adhésion de son pays à l'Union européenne et à l'OTAN). Bidzina Ivanichvili affirme qu'avec lui le développement de la Géorgie sera tel qu'il conduira l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud à demander leur réintégration au territoire géorgien.

Le 27 mai dernier, au lendemain de la fête nationale géorgienne, une manifestation de soutien à Bidzina Ivanichvili – le plus grand rassemblement organisé dans le pays depuis 2009 – a eu lieu sur la Place de la liberté et l'avenue Roustaveli de Tbilissi. « *Tout citoyen géorgien a pour obligation morale de lutter pour renverser démocratiquement le pouvoir en place* » a déclaré le leader du Rêve géorgien, ajoutant « *les personnes au pouvoir représentent une menace pour l'Etat géorgien* ». Le 10 juin, les partisans de Bidzina Ivanichvili se sont rassemblés sur la Place Aghmashenebli de Kutaisi, puis le 17 juin à Ozurgeti.

Mikhail Saakachvili accuse Bidzina Ivanichvili d'être manipulé par la Russie et de vouloir faire revenir la Géorgie dans l'orbite de Moscou. Il a plusieurs fois laissé entendre qu'il était impossible de faire fortune et d'avoir constitué un empire économique en Russie sans avoir fait allégeance au pouvoir en place à Moscou.

Le chef de l'Etat a employé tous les moyens en sa possession pour déstabiliser son adversaire. Le 11 juin, la Cour géorgienne a infligé une amende de 72 millions € à Bidzina Ivanichvili pour violation des lois sur la création des partis politiques. Cette sanction intervient après de nombreuses autres dont une amende de 1,25 million € pour financement illégal d'un mouvement politique. Bidzina Ivanichvili a refusé de s'acquitter de ces amendes, dénonçant la motivation politique des juges. Le gouvernement géorgien a alors annoncé qu'il allait

vendre aux enchères certaines des actions détenues par l'homme d'affaires (comme ses parts de la banque Progress et du groupe et de la banque Cartu) pour récupérer le montant des amendes.

Le leader de Rêve géorgien a également été condamné au début du mois de juin à 36 millions € d'amende pour violation des règles de financement de la campagne électorale. Il avait en effet acheté 300 000 paraboles pour permettre à des citoyens géorgiens de regarder TV9, chaîne d'information en continu lancée par son épouse Yekaterina Khvedelidze et dirigée par Kakha Bekauri. « *Les autorités géorgiennes ont soumis la coalition d'opposition Rêve géorgien-Géorgie démocratique de Bidzina Ivanichvili à des amendes excessives et disproportionnées qui sapent ses activités politiques normales* » ont affirmé Boriss Cilevics et Astrup Jensen, rapporteurs de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour la Géorgie.

Le système politique

Le Parlement géorgien (*Sakartvelos Parlamenti*) compte 150 députés dont 73 élus au scrutin majoritaire au sein de circonscriptions et 77 désignés au scrutin proportionnel de liste au sein d'une seule circonscription nationale. Cette modification de la répartition des sièges est la conséquence de la modification de la loi électorale votée le 28 décembre 2011. Celle-ci stipule qu'un parti pourra être représenté au Parlement (6 sièges minimum) et former un groupe parlementaire s'il recueille au moins 5% des suffrages exprimés. Pour concourir aux élections législatives, tout parti non représenté au Parlement doit obtenir un minimum de 30 000 signatures d'électeurs (scrutin proportionnel). Au scrutin majoritaire, tout candidat (qui n'est pas député sortant) doit être présenté par un parti ou prouver qu'il bénéficie du soutien d'au moins 1 000 électeurs. La nouvelle loi électorale réintroduit le droit à une personnalité indépendante de se présenter aux élections législatives pour les sièges attribués au scrutin majoritaire. Elle encourage les partis politiques à présenter des candidates au scrutin (parlementaire et local). Tout parti qui présente au moins 2 femmes pour chaque tranche de 10 candidats recevra une subvention publique

supplémentaire s'il parvient à recueillir plus de 5% des suffrages.

Enfin, le Parlement géorgien a voté un amendement à la Constitution pour autoriser les citoyens européens résidant depuis au moins 5 ans en Géorgie à concourir aux élections nationales. Cette nouvelle loi est en théorie applicable à partir du 1er janvier 2014 mais sera effective dès cette année. L'âge minimum d'éligibilité est passé de 25 ans à 21 ans. A partir du 1er décembre 2013, le vote des 3/4 du Parlement (et non plus des 2/3) sera indispensable pour amender la Constitution. Cet amendement devra être confirmé par un vote du nouveau parlement.

5 partis politiques sont représentés dans l'actuel Parlement géorgien :

- le Mouvement national uni (ENM), créé en 2001 et dirigé par le président de la République Mikhaïl Saakachvili et l'actuel président du Parlement, David Bakradze, possède 119 sièges ;
- Nouveaux droits, de Davit Gamkrelidze, compte 17 députés ;
- le Parti chrétien-démocrate (KDM), dirigé par Giorgi Targamadze, possède 6 sièges ;
- le Parti travailliste (SLP), dirigé par Shalva Natelashvili, compte 6 députés ;
- le Parti républicain, dirigé par Davit Usupashvili, possède 2 sièges.

Rappel des résultats des élections législatives du 21 mai 2008 en Géorgie

Participation : 59,30%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Mouvement national uni pour une Géorgie victorieuse (ENM)	1 050 237	59,18	119
Coalition Nouveaux droits-Conseil national de l'opposition unie	314 668	17,73	17
Parti chrétien-démocrate (KDM)	153 634	8,66	6
Parti travailliste (SLP)	132 092	7,44	6
Parti républicain	67 037	3,78	2
Autres	56 979	3,21	0

Source : Commission électorale centrale géorgienne

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Greenberg Quinlan Rosner, le Mouvement national uni de Mikhaïl Saakachvili recueillerait 46% des suffrages le 1er octobre prochain. La coalition du Rêve géorgien-Géorgie démocratique obtiendrait 24% des voix. Le Parti chrétien-démocrate (KDM), dirigé par Giorgi Targamadze, et Nouveaux droits, de Davit Gamkrelidze, recueilleraient respectivement 5% et 3% des suffrages, soit au-dessous du seuil minimum pour être représenté au Parlement. Bidzina Ivanichvili devrait bénéficier du retrait de Nino Burjanadze, leader du parti d'opposition du Mouvement démocratique-Géorgie unie. Celle-ci avait peu d'espoir de franchir le seuil des 5% de

suffrages et a donc préféré ne pas participer au scrutin. « *Nous abandonnons nos propres ambitions politiques pour soutenir l'opposition* » a-t-elle déclaré.

Les autorités occidentales ont à plusieurs reprises mis en garde Tbilissi sur l'importance de l'organisation d'élections législatives libres et transparentes. Le 20 juin dernier, un rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU) évoquait l'existence d'un « *climat de peur et d'intimidation à l'encontre des membres des partis de l'opposition et de la société civile* ». Catherine Ray, porte-parole du commissaire européen chargé de l'Aide au développe-

ment, Andris Piebalgs, s'est déclarée préoccupée par l'environnement électoral « *de plus en plus polarisé et qui se détériore* » et a rappelé que le scrutin devait respecter les standards internationalement reconnus. « *Même si je vois peu de signes de léninisme dans cette campagne électo-*

rale, le léninisme est bien présent car les partis cherchent à se détruire les uns les autres comme s'ils étaient des ennemis » a déclaré Ricardo Miliori, président de la mission de la délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Géorgie.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.